

I / CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE

Le contexte général de coïncide avec le climat dominant des contres performances économiques dues à des choix politiques souvent inadaptés, et qui imposent à l'heure actuelle des orientations nouvelles.

Les échecs répétés de développement ont entraîné une situation de paupérisation des masses de telle sorte que, la pauvreté est devenue un fait marquant de la vie quotidienne et des paysages humains.

Le constat sur le sous développement du Nord et sur le mal développement du Sud incite de plus en plus à penser un modèle de société d'où serait exclu ou tout au moins atténués les effets des politiques de développement inadéquats qui ont entraîné un recul économique et social très grave.

Ainsi, à l'échelle Mondiale, les 20 % d'êtres humains vivants dans les pays les plus riches se partagent 86 % de la consommation privée totale contre 1,3 % pour les 20 % les plus pauvres.

Les experts de la Banque Mondiale assurent qu'« en 1960 les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu 30 fois supérieur à celui des 20 % vivants dans les plus pauvres. En 1995, le revenu était 82 fois supérieur » (PNUD : Rapport 1998).

La banque mondiale écrit en Avril 1998 que « Le Sénégal affiche un bilan en demi teinte pour la croissance économique entre 1960 et 1993. En 1960, son PIB / Habitant qui était de 1017 Dollar était plus élevé que celui de la Corée du Sud. En 1993, le PIB de La Corée du Sud était au moins 15 fois supérieur à celui du Sénégal ».

Ce même rapport de la BM précise que « les villes, en particulier Dakar, paraissent confrontées à des situations explosives caractérisées par la dégradation des structures, le chômage chronique, le délinquance juvénile et le développement du trafic de drogue. (B.M Avril 1998).

Toutefois, cette situation largement n'est que la résultante des contres performances de l'économie Sénégalaises qui est soumise à de profondes réformes structurelles malgré un soutien extérieur important.

Déjà Mbodj avait noté que les systèmes naturels de production accusent une baisse au moment où le système de subsistance arachidier se dégrade face à la mécanisation, mais également du fait d'une productivité limitée et d'une désorganisation du transfert et de la distribution. (MBODJ : 1992).

Le transfert des charges opéré sous un autre angle a eu comme effet, la baisse de l'usage de l'engrais ; ce qui entraîne un impact sur la reconstruction du sol.

On a également souligné le rôle de facteurs comme les conditions naturelles, la détérioration des termes de l'échange, mais aussi, les pratiques prédatrices qui ont accélérées ces contres performances de l'économie nationale.

A.B Diop montre que, même en l'absence de données précises et chiffrées, on peut soutenir que cette situation, a aggravé la paupérisation rurale. (A. B Diop 1991 : 18).

La structure de la consommation au Sénégal repose sur des produits coûteux et, cette situation influe sur la balance des paiements en soumettant le pays à ce qu'on a appelé « la dictature du riz » que le pays n'arrive pas à desserrer (Sénégal / C.E.S : 1985)

On a préconisé le choix du « consommer local » qui est une politique de substitution des céréales locales au riz importé, mais celle-ci échoue du fait des trop faibles rendements.

À Dakar, la production plonge dans un état de décadence ; elle est confrontée à une série de problèmes liés à la vétusté de l'appareil de production, des coûts de facteurs trop élevés, à l'étroitesse du marché intérieur etc....

La « nouvelle politique économique » lance un programme de privatisation à partir de 1986 , mais celle ci n'a pas fourni suffisamment de fonds aux pouvoirs publics pour permettre une bonne politique de relance budgétaire .

Boye montre ainsi devant cette situation qu'il y'a une réduction considérable de la marge de manœuvre de l'Etat du fait de la croissance de ses besoins de financement que l'économie ne peut satisfaire (BOYE : 1992) .

L'instauration du mouvement de la décentralisation dans l'optique d'une relance économique a également constitué une tentative de résolution de la crise .

1 - DECENTRALISATION ET DESENGAGEMENT

a/ Cadre D 'émergence

Les principes de la décentralisation et du désengagement ont inspiré les politiques de redressement économique dans un contexte de crise générale . L'idée de base qui sous tend cette pratique est liée a un besoin de transfert de compétences du sommet vers la base , de l'Etat vers les groupements ou structures communautaires .

Le lendemain des indépendances va coïncider avec l'apparition de deux (02) concepts dominants dans le discours des élites : « unité nationale » et « la modernisation de l'économie » ; l'Etat central avait donc la charge exclusif de réaliser ces deux choses .

C'est de cette grande ambition qu'est née cette vocation tentaculaire qui renvoie a la terminologie d' « Etat de Développement » de Rahmato (Rahmato : 1991, 43) .

Les interprétations sur les présupposés idéologiques de cette notion ont montré pour certains que le phénomène résulte d'un glissement opéré par les pays Africains du modèle Libéral vers le modèle Stalinien , alors que pour d'autres , il est né de l'enthousiasme et de l'euphorie suscités par l'etat d'indépendance .

Toutefois , l'échec de « L'Etat de développement » qui s'est amnisfesté dans ses nombreuses crises tend a diffuser un scepticisme sur l'Etatisme .

C'est l'époque des grandes réorganisation économiques avec l'adoption dans la plupart des pays Africains de programmes d'ajustement .

On assiste ainsi , face a la vaste crise sociale , politique et industrielle , à un mouvement de décentralisation selon le principe du « minimum Etat » et sous de de nouvelles orientatiois très souvent imposées par les bailleurs de fonds .

b/ DE LA DECENTRALISATION AU DESENGAGEMENT

Sous son acception juridique , la décentralisation renvoie à un « modèle d'aménagement des structures de l'administration dans laquelle la personnalité juridique ayant été reconnu à des communautés d'intérêts ou à des activité de services publics , le pouvoir de décision est exercé par des organes propres à ces personnes morales agissants librement un contrôle de simple légalité » (Cornu 1996 : 259) .

C'est une pratique qui découle de l'idéal Gandien d' « une société démocratique souhaitable » qui devrait coïncider avec un ensemble de villages mais n'ayant besoin ni d'élites politiques , ni de représentants de l'Etat .

Elle repose sur la doctrine WHIG de L'Angleterre du XVIIIie siecle qui ne conçoit comme activité légitime que celle représentant les intérêts d'une communauté donnée , d'un groupe organisé .

Toutefois , on précise que c'est une démarche seconde qui doit respecter l'unité et l'indivisibilité nationaliste .

Elle fut affirmée en 1960 et repose sur plusieurs aspects qui sont :

-Au plan technique , elle répond a un souci de bonne gestion (principe de l'autogestion) en impliquant a l'administration des affaires locales , les membres des collectivités

-Au plan politique , elle est censée impulser une dynamique de démocratie locale par la possibilité offerte aux populations de contester les programmes tout en proposant d'autres plus conformes à leurs aspirations

-Elle suppose l'existence de plusieurs instances de décisions qui coexistent avec le dispositif Etatique au niveau local : les institutions locales coutumières .

Toutefois , le Décentralisation , malgré le transfert de compétences et de pouvoir qu'elle autorise , ne constitue pas une démarche suffisamment apte à promouvoir un développement des structures participatives locales .

C'est ainsi qu'une nouvelle option en matière de politique économique devait conduire à l'instauration du principe du Désengagement de L'Etat dans le but de permettre une plus grande responsabilisation des acteurs locaux .

L'idée qu'on tend la notion de désengagement constitue également le soubassement de celle de Décentralisation ; celle du « moins d'Etat » .

C'est donc à partir des impasses de « l'Etat de développement » et de ses crises évidentes que se forge l'idée d'un désengagement de celui-ci .

Ces crises expriment largement l'inopérationalité d'une conception technocratique , car ce modèle fut pensé et pratiqué en référence au modèle Occidental . Ce qui fait dire à Penouil que « les crises du développement en Afrique relèvent d'une problématique plus centrale , celle du développement transféré » (Penouil : 1992 :72) .

Le besoin de recentrage de la pratique de développement vers des logiques plus aptes s'exprime également chez Ki Zerbo qui fustige le modèle de développement « clés-en-mains » (Ki Zerbo : 1992 : 71) .

Alors que Mamadou Balla Traoré réactualise toute la vocation culturelle du développement en concevant que « les promoteurs de la modernité en Afrique ont tendance à confondre ,développement , projet culturel et produit culturel » (Traoré :1991 : 7)

C'est donc suite à cet échec du développement que le Sénégal , à travers les programmes d'ajustements structurels prône la logique du « Moins d'Etat , Mieux d'Etat » , réactualisant ainsi un vieux principe de l'économie classique des années 80 .

A partir de 1960 , le Sénégal amorce un processus de désengagement avec l'appui des institutions de Bretton Woods . La mise en place d'un tel programme s'est traduite dans le domaine de l'agriculture par l'élaboration d'une N.P.A (Nouvelle Politique Agricole) en 1984 dont les deux principes de base restent le désengagement de l'Etat et le responsabilisation paysanne (Sy :1988 :10) .

La loi N° 85-40 du 29 juillet 1985 du code des obligations civiles en son article 1473 , fut alors stipulée pour favoriser une telle responsabilisation .

Avec la mise en place du P.A.S.A (Plan d'Ajustement du secteur Agricole) , le désengagement sera réaffirmé dans le cadre de la disparition progressive des S.R.D.R (Sociétés régionales de développement rural) dont certaines comme le S.A.E.D ont changé d'orientations et de stratégies en se limitant à des activités de service public.

Le désengagement a également nécessité la mise en place des P.A.S (Programmes d'ajustements sectoriels) Sous l'impulsion d'un certains nombre de facteurs :

-Une détérioration de l'environnement économique extérieur (Chute des prix des produits d'exportation , renchérissement des importations , hausses des taux d'intérêts)

-Un déficit au niveau de la balance des paiements et du budget de L'Etat (respectivement de l'ordre de 24% et de 2% du P.I.B)

-Un climat politique tendu

2- A PROPOS DE REGIONALISATION

Le projet de régionalisation demeure assez récent et vient jus te d'être promulgué (Code des collectivités locales N°96-06 du 22 Mars 1996) . Mais il suscite déjà un grand intérêt .

Dans sa forme institutionnelle , la régionalisation est inscrite dans la politique générale de la décentralisation .

Dans un de ses rapports sur la régionalisation , le gouverneur Aly Diouf , un des artisans de la réforme l'a résumée en ces termes : « La régionalisation consiste à offrir aux citoyens la possibilité de gérer leurs propres ressources en fonction de la spécificité de chaque région , mais en laissant à l'Etat central , maître du jeu , au delà des fonctions de souveraineté , l'élaboration de la loi , la détermination des grands objectifs nationaux et la coordination des pouvoirs publics » (in Gouvernance Locale –Observatoire de la décentralisation 1996)

La région possède des organes propres comme le Conseil Régional élu au suffrage universel . La libre administration de le région repose sur :

- Le transfert des compétences
- La gestion des ressources propres
- Le transfert des moyens

Les objectifs poursuivis ici sont les mêmes que ceux qui fondent le mouvement de la décentralisation et « tendent vers un développement économique et social équilibré , une gestion des ressources entre l'Etat et les collectivités décentralisées et un système d'administration rapprochée » (IDEM)

Mamadou M. Niang , chercheur à L'IFAN montre que « ces objectifs et principes sont réalisables à conditions de prévenir certaines difficultés d'accès aux ressources naturelles , le facteur culturel , et le défaut de formation et d'information » (IDEM)

Le processus global qui englobe le mouvement général de la décentralisation et du désengagement concerne une même logique d'action qui est celle de promouvoir une rupture d'avec le centralisme Etatique étouffant les initiatives locales .

Amady .A Dieng montre que « la politique de régionalisation et de décentralisation déplace les centre de décision , de la gestion du développement des ressources naturelles et de l'administration centrale à l'échelle locale ou la sensibilité par rapport aux processus de dégradation des ressources naturelles est plus forte .

La création d'agences de régionales de développement sous l'autorité des élus du conseil régional peut offrir un cadre technique d'intervention approprié pour assurer la cohérence du développement rural . » (A.A Dieng : Sénégal à la veille du troisième millénaire)

Il précise sur ce fait que et dans le même ouvrage que « des tests de démarches participatives de projets P.G.R.N (Projet Gestion Communautaires des Ressources Naturelles) sont en cours » et « visent la mise en place de cadres d'élaboration , de mise en œuvre et de suivi des projets ou l'on trouve à la fois des élus locaux , les représentants d'OP , d'associations villageoises , les services techniques et les O.N.G » c'est -à- dire , un cadre d'interactions (IDEM) .

II / PROBLEMATIQUE

1- Etat de la question

Nous assistons aujourd'hui , au lendemain de l'échec des grands paradigmes du développement jusque là élaborés extérieurement par rapport aux populations locales , à une nouvelle conception dominante qui remplace les exigences et les priorités au niveau des acteurs de base .

Face à ce mouvement , 3 types d'acteurs semblent occuper le devant de la scène :

- Des organisations de base ou des organisations populaires centrées sur les intérêts de leurs membres , et qui prennent la forme de groupements économiques , de mutuelles d'épargne et de crédit , de mutuelle de santé , de coopératives , etc et qui mobilisent d'abord leurs ressources propres
- Des structures O.N.G qui forment un mode d'organisation particulier de personnes ou de groupes et qui se centrent sur l'aide ou la fourniture de prestations de services à d'autres organisations
- Des structures décentralisées assurant une administration locale , et qui permettent un suivi et un appui rapprochés

C'est ainsi que le nouveau contexte d'action va coïncider avec un espace d'interactions entre intervenants extérieurs et populations locales .

A ce titre , Assogba indique (dans Le paradigme interactionniste et le processus du développement communautaire en Afrique) , que « le développement n'a de sens et de portée réelle que lorsqu'elle s'inscrit dans la logique collective et individuelle des acteurs sociaux concernés » . (Assogba :) .

Dans un ouvrage collectif intitulé : Pauvreté , décentralisation , Changement social : élément pour la reconstruction d'une société politique , l'équipe de ENDE GRAF formule l'hypothèse que : « la décentralisation institue une nouvelle conception de la population : avant , la population était perçue comme bénéficiaire de services conçus en dehors d'elle ; aujourd'hui , la décentralisation promeut une population qui entreprend et qui décide ce qui la concerne . » (ENDA GRAF SAHEL :) .

La décentralisation ainsi appréhendée crée et favorise d'un champ de recherches , d'actions et d'apprentissages pour les organisations paysannes .

Alors que les conceptions anciennes tendaient à une dévalorisation du rôle de l'acteur local dont les capacités et les rationalités étaient noyées au profit du rationalisme technocratique Occidental . Ce positionnement idéologique avait longtemps favorisé l'émergence d'un a priori du mythe du « paysan objet »

Babacar Sall dans traitant de la Modernité paysanne en Afrique montre que : « La modernité ne doit pas être réduite au niveau de production matérielle d'une société ou à la sophistication de son mode organisationnel , mais à l'efficacité des réponses qu'elle génère et qui sont socialement satisfaisantes » (B.Sall) .

Et Palessier sera le premier à déconstruire ce mythe du « paysan objet » en montrant que les paysans ont fait preuve dans leur histoire d'une grande capacité d'adaptation à des situations et ont assimilés sélectivement « les innovations agronomiques compatibles avec leurs moyens

techniques . Isolement n'a pas été pour eux synonyme de sclérose, mais de souplesse et d'ingéniosité créatrice . » (Palessier : les paysans du Sénégal) .

C'est ainsi que Bernis et Jedlicki vont dans la même lancée formuler une critique essentielle concernant la mise en pratique des P.A.S (programmes d'Ajustement Structurel) qui se situeraient de ce fait « dans le cadre d'une vision planétaire qui doit organiser la soumission de la répartition des ressources internes à la logique de l'économie mondiale .(Bernis et Jedlicki : 1989 , 37) .

Les politiques de régionalisation et de décentralisation ont créé un avantage certain lié au déplacement du centre de décision , de la gestion du développement des ressources naturelles et de l'administration centrale à l'échelle locale ; favorisant ainsi l'émergence d'un cadre d'interaction nouveau et enrichissant .

Amady Aly Dieng montre cependant que , malgré la variation des approches du développement rural et des institutions , les politiques de l'Etat ont toujours productiviste .

Et il affirme à cet effet que « les tâches d'auto promotion et d'auto prise en charge du monde rural ont été laissées par la force des choses aux O.P (organisations paysannes) sans que celles ci n'aient les moyens de les assumer . A y regarder de plus près , les réformes entreprises depuis les années 80 ont consisté beaucoup plus à démanteler un système qu'à reconstruire un autre . Dans ce contexte , on ne peut parler d'existence d'une politique agricole , encore moins d'une politique de développement rural .

En réalité , les modes par lesquels les O.P sont sollicités à travers le C.N.C.R ne permettent pas d'instaurer un débat en profondeur à la base (A.A Dieng : le Sénégal à la veille du troisième millénaire) .

On voit donc très bien ici l'idée stipulée qu'une bonne action de développement doit se réaliser dans un cadre interactif de concertation et dialogue social entre les différents acteurs engagés dans le processus du développement communautaire .

Cet espace d'interaction engage une forme d'action collective sous tendue par des logiques différentes et qui induit inévitablement à des modèles d'apprentissages collectifs suivant une dynamique de conflit et de négociation .

2 -Position du problème

L'existence d'instances de décisions et de planification du développement trop éloignées des réalités locales endogènes a pendant longtemps et sans nul doute constitué un facteur de blocage aux actions de développement

Les efforts de recentrage de l'action ont permis la prise en compte de dimensions essentielles propres à l'acteur local .

Un déplacement des centralités va ainsi s'opérer , et la pratique nouvelle se réalise avec la participation effective des populations de base qui voient apparaître dans leur espace de vie quotidienne des acteurs nouveaux tels que les structures d'encadrement , les acteurs de la société civile (O.N.G , opérateurs économiques privés , bailleurs de fonds publics , etc.

L'espace de développement devient ainsi un espace interactif , et l'élaboration pratique s'effectue au moyen des projets que l'équipe de ENDA GRAF SAHEL définit comme « des situations dans lesquelles les acteurs appartenant à des sphères différentes interagissent : des

modes de pensées, de valeurs , des modes de vies , des pratiques , des logiques qui n'ont pas toujours grand chose en commun entrent en collision . »(IDEM)

L'analyse de la situation d'interaction au sein des projets de développement peut se faire sous plusieurs angles et point de vue .

Elle peut porter sur la structure de l'action . Et , en ce sens , elle accorderait une importance atténuée et négligée sur le jeu des acteurs en situation d'interaction .

C'est ce type d'analyse qui est à la base de l'étude de V.C Diarassouba sur « l'évolution des structure agricoles au Sénégal » . Il a tenté une analyse structurelle de l'interaction paysans / développeurs en décrivant le processus de modification et de changement du cadre organisationnel , et en montrant par la suite comment celui ci a contribué à l'aliénation du paysan Sénégalais sous l'action des institutions pré coloniales , coloniales et post coloniales .

Son travail porte ainsi sur une analyse institutionnelle qui explique la situation du paysan par rapport au système , anéantissant de ce fait les possibilités d'envisager une démarche inverse qui tenterait de voir comment les actions et réactions paysannes peuvent modifier ces structures .

B. Sall montre en fait que « l'approche structurelle appliquée au mode rural a l'inconvénient de renforcer les préjugés d'infériorités fondés sur le sentiment que seule la dynamique externe est génératrice de modernisation , pour éliminer ainsi chez les paysans toute innovation créatrice » IDEM

Nous allons donc , dans une démarche différente , chercher à appréhender les situations d'interaction par une analyse centrée sur les acteurs .

On cherchera spécifiquement à monter comment , au sein des structures interactives de développement , et suivant des logiques et des imaginaires propres , les acteurs apprennent , réadaptent et réorientent leurs comportements au rythme de l'acquisition de connaissances et de pratiques nouvelles .

La mise en place de projets de développement constitue ainsi un espace enrichissant pour les différents acteurs , car comme le montre l'équipe de Enda Graf Sahel « A tout moment , depuis le lancement des actions du projet , il y a eu matière à apprentissage , et cela , à tous les niveaux , tant pour les hommes et les femmes qui y sont impliqués que pour les organismes qui y interviennent »(IDEM) .

Elle montre ainsi que « chaque opération est en même temps un laboratoire l'on expérimente et essaie de nouvelles pratiques ,et une école où on apprend de nouveaux concepts , de nouvelles manières d'appréhender les réalités ou d'aborder les problèmes »

Ces formes de connaissances sont variables .Elles peuvent être d'ordre économique , sociopolitique , sociotechnique , et même idéologique .

Elles sont générées dans une situation de conflit , d'opposition et de négociation ; mais aussi par l'expérimentation . Elles influent ainsi sur le déroulement de l'action à travers des procédés d'adaptations et d'ajustements dans l'action .

II- OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

D'une façon générale , nous faisons la proposition d'analyser ici le mouvement global des apprentissages collectifs en se fondant sur l'hypothèse essentielle que ces apprentissages existent aussi bien du côté des intervenants extérieurs que de celui des populations locales .

L'analyse se fera ainsi sous deux niveaux d'analyse et suivant une dynamique circulaire
ACTIONS ⇔ REACTIONS .

Plus spécifiquement , on va tenter de saisir du côté des populations et des intervenants extérieurs :

- ◆ La reconnaissance et/ou l'existence de connaissances nouvelles
- ◆ La reconnaissance et/ou l'existence de pratiques nouvelles
- ◆ Le développement de nouvelles logiques acquises
- ◆ Et l'existence de procédés de réadaptations ou de réajustements actionnels qui fonctionneraient comme des éléments indicatifs de ces nouvelles acquisitions

Ce dernier point va nous permettre de prolonger notre analyse vers une étude de l'impact des apprentissages collectifs sur les actions de développement en cours .

Nous faisons ici le choix d'une étude d'impact sur les actions de développement car une analyse globale de l'impact portant sur les hommes et sur le contexte de l'interaction serait très difficile , voire meme impossible dans le cadre de notre modeste étude .

III- HYPOTHESES DE RECHERCHE

Notre hypothèse centrale a été déjà exprimée un peu plus haut et repose avant tout d'abord sur l'idée que les nouvelles pratiques de développement instituent un cadre de synergies et d'interactions entre intervenants extérieurs et populations locales , au sein des projets communautaires .

Un tel recentrage de l'action de développement crée un espace d'expérimentations et d'échanges suivant une dynamique de conflits et de négociation sociale favorisant ainsi des processus d'apprentissages collectifs au sein du groupe .

Des modes de pratiques , de meme que des modes de représentations dominants entrent en confrontation , et cette situation conduit inévitablement à l'adoption de nouveaux éléments d'action et de pensée qui conduisent à l'affaiblissement, au changement ou à la disparition des repères sociaux .

Ces apprentissages collectifs créent ainsi des mouvements de recentrages , de réorientations et de réajustements dans l'action des différents groupes .